



MEXIQUE



D 2195 • Mx22
1-15 janvier 1998

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS
Indiens
Massacre
Paramilitaires
Gouvernement
Pauvreté
Discrimination

À propos du massacre du 22 décembre 1997 à Acteal, Chiapas :

- **“UNE VÉRITABLE GUERRE CONTRE LA POPULATION CIVILE”**
- **LES “PARAMILITAIRES” : QUI SONT-ILS ?**

La presse a largement fait écho au massacre perpétré le 22 décembre 1997 à Acteal, bourgade de la commune de Chenalhó (Chiapas, Mexique), qui a fait 45 morts dans la population tzotzil. Diverses personnalités de l'État du Chiapas sont l'objet des soupçons les plus graves dans la responsabilité de cet événement sanglant. On sait également depuis longtemps que des membres de l'armée et de la sécurité publique forment et arment des groupes paramilitaires. Quant au gouvernement mexicain, qui s'est efforcé de faire croire que le conflit du Chiapas pouvait se réduire à des oppositions entre familles ou communautés, voire même entre confessions religieuses, il porte la lourde responsabilité d'avoir délibérément laissé pourrir la situation : il n'a pas appliqué les accords signés en février 1996 avec l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), depuis plus d'un an il a repoussé toute reprise du dialogue, il a procédé à un encerclement militaire de plus en plus systématique des communautés indigènes, il a fait la sourde

oreille aux nombreux avertissements dénonçant le danger d'une aggravation sanglante du conflit, il a abandonné à leur pauvreté ces populations méprisées depuis des siècles. Le conflit du Chiapas qui a éclaté en janvier 1994 est avant tout la révolte de peuples indigènes ignorés dans leur identité, spoliés sur leur propre territoire, abandonnés à leur misère. Comment un parti qui est au pouvoir au Mexique depuis 1929, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), ne porterait-il pas la responsabilité la plus lourde d'une telle situation ?

Nous publions ci-dessous le texte que nous avons reçu de la conférence de presse donnée à Séville le 29 décembre 1997 par Mgr Raúl Vera López o.p., évêque coadjuteur du diocèse de San Cristóbal de Las Casas sur le territoire duquel se trouve la commune de Chenalhó, ainsi qu'un extrait de l'article sur les paramilitaires rédigé par Andrés Aubry et Angélica Inda, paru dans La Jornada du 23 décembre 1997 (Mexique).

Au Chiapas, au lieu d'apporter une réponse sociale complète à la situation des pauvres de l'État, on fait une guerre déguisée contre la population civile, dans laquelle, selon les informations recueillies, des ex-militaires et des ex-

agents de la sécurité publique entraînent les groupes paramilitaires. Les mêmes informations en provenance des personnes habitant les lieux où opèrent les paramilitaires, affirment que ce sont des députés du parti offi-

ciel (le Parti révolutionnaire institutionnel, PRI) qui patronnent la vente et le trafic des armes, agissant à la fois en protecteurs et en coordinateurs des différents groupes paramilitaires qui existent dans l'État. Ces groupes,

SOMMAIRE

➤ **MEXIQUE : À propos du massacre du 22 décembre 1997 à Acteal, Chiapas (1-3)**

➤ **CUBA : La situation religieuse cubaine en période de crise (5-11)**

outre qu'ils jouent le triste rôle de pousser à l'affrontement des frères les uns contre les autres, empêchent la libre circulation de leurs "ennemis", les assiègent dans leurs villages, les obligent ensuite à fuir pour mettre à sac leurs biens, et lorsque ces personnes trouvent refuge dans un autre village, ces groupes y viennent également pour dévaster les maisons de ceux qui les protègent. Lorsque les réfugiés veulent revenir dans leurs villages, les groupes en question exigent le versement de sommes d'argent exorbitantes, l'affiliation au PRI et la participation aux actions armées ultérieures contre les communautés qu'ils attaquent. Lorsque ces personnes sont déplacées en dehors de leurs communautés, vivant dans des lieux inhospitaliers, privées de nourriture et de soins, ces mêmes groupes paramilitaires, en plaçant des piquets en armes, bloquent toute l'aide matérielle et spirituelle qui pourrait être apportée, ne laissant pas passer les vivres qui sont envoyés et interdisant le passage aux agents pastoraux du diocèse. Les paramilitaires assassinent, sèment la terreur dans la population et provoquent des événements sanglants qui crient vers le ciel. La population croit généralement que c'est l'armée elle-même qui dirige cette guerre contre la population civile, en lien avec la Sécurité publique et avec la complicité des politiques et des municipalités "alignées", afin d'écraser quiconque a l'insolence de crier: "Justice !" pour obtenir une paix digne.

Du fait des groupes paramilitaires, au Chiapas, la guerre n'a pas lieu entre l'armée mexicaine et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) car elle s'est déplacée contre la population civile. Par cette guerre, on veut empêcher un changement profond qui commençait dans cette région, changement qui allait porter atteinte aux intérêts des caciques traditionnels qui font jusqu'à présent étalage du pouvoir économique et politique de l'État. Si les autorités ne réagissent pas et ne créent pas les conditions pour que soit renoué un dialogue qui nous conduise à la paix, des actions de ce genre, qui ne sont pas seulement tolérées et couvertes mais qui sont impulsées de

QUI SONT LES PARAMILITAIRES ?

Qui sont ces "paramilitaires" ? On les rencontre quasi exclusivement parmi ces jeunes qui vivent frustrés à cause du comportement des autorités chargées des questions agraires. Dans les 17 hameaux de Chenalhó dans lesquels nous avons dénombré quelque 246 d'entre eux, l'inertie au plan agraire combinée à la croissance démographique ne procure ni terre ni travail, même pas agricole, aux jeunes en âge d'exercer leur droit à l'ejido¹. Ceux qui sont déjà mariés et chefs de famille, tout comme leurs pères, ont vagué sans succès à la recherche d'un emploi, survivant de l'air du temps ou de vols de parcelles et de moissons. Obligés à vivre comme des délinquants, non seulement ils manquaient de moyens de subsistance mais ils n'avaient aucune raison de participer aux assemblées et se trouvaient de ce fait exclus des décisions de l'ejido dont ils sont les parias. Première conclusion : ces criminels sont les produits du système et de ses options dans les domaines économique et agraire ainsi qu'en matière de travail.

La "paramilitarisation" tout à coup leur offre à la fois une solution et du prestige. Une solution parce que l'impôt de guerre élevé qu'ils touchent (25 pesos tous les quinze jours par adulte permanent, 375 pesos par personne et en une seule fois pour ceux qui ne veulent pas de la première solution) leur fournit des ressources et parce que le butin d'animaux, de moissons et d'instruments domestiques (y compris des camionnettes) légitime les vols humiliants de maïs, café et oiseaux de basse-cour. Du prestige parce que les armes - qui ne sont pas des fusils de chasse - leur confèrent un pouvoir et un statut qu'ils n'ont jamais eus, ni eux ni leurs parents sans terre.

Ayant eu une vie itinérante à la recherche de travail et n'étant pas ejidatarios, ils n'ont jamais eu l'éducation civique que donnent les assemblées périodiques au cours desquelles se décide le destin collectif du hameau, de la colonie ou de la commune, et ils ont échappé à toute responsabilité communautaire. Les "paramilitaires" n'ont donc aucun projet social ou politique. Ils ne proposent rien, ils s'imposent seulement. Les seuls maîtres qu'ils ont eus sont leurs moniteurs d'entraînement militaire dont dépend l'acquisition des armes qu'ils exhibent.

Leurs mentors, que ce soit dans les camps ou en patrouilles, ont une conduite fort semblable à celle des kaibiles² du Guatemala. Dans les "réserves" où on les rencontre, l'effet de la drogue est notoire, le discours qu'ils tiennent et leur façon de se comporter trahissent le caractère fasciste de leur formation.

Andrés Aubry et Angélica Inda

1. Ejido : La constitution de 1917, issue de la Révolution mexicaine de 1910, avait institué une forme de propriété sociale de la terre dite *ejido*, au bénéfice des communautés paysannes indiennes. Le 6 janvier 1992, sur proposition du Président Salinas, le Congrès votait une réforme constitutionnelle sur l'*ejido*. Il s'agissait pour le gouvernement de libéraliser le marché de la terre en vue de l'accord de libre échange nord-américain (ALENA) par le Mexique en octobre 1992.

Cette forme communautaire de tenure de la terre s'était lentement dégradée au long des ans, au point qu'aujourd'hui elle est l'occasion de graves conflits entre communautés paysannes et grandes exploitations agricoles, ou à l'intérieur même des communautés, particulièrement au Chiapas (cf. DIAL D 1724, 1707 et 1699) (NdT).

2. *Kaibiles* : troupes d'élite du Guatemala chargées de la lutte contre la guérilla, aux méthodes particulièrement cruelles (NdT).

façon irresponsable comme stratégie pour résoudre le conflit de 1994, passant sous silence les problèmes sociaux "en attente d'être résolus", nous conduisent à une guerre civile qui finira par s'étendre à tout le pays. Les autorités diffusent la nouvelle selon laquelle ceux qui ont été expulsés par les paramilitaires sont de retour chez eux : tout d'abord, il y a encore beaucoup de personnes déplacées qui ne peuvent pas rentrer chez elles et qui vivent en plein air, sans vêtements, sans nourriture, malades en raison du froid et des pluies. Rien qu'à Chenalhó ils sont 4 000 à vivre sans toit, dans les mêmes conditions. Dans la zone nord, dans les communes déjà mentionnées, ils sont environ 7 000 selon les dernières informations. On dit effectivement que certains sont déjà rentrés dans la zone nord, mais nous nous demandons : "dans quelles conditions rentrent-ils ?" Pour trouver leurs maisons mises à sac et brûlées, leurs récoltes

1. Il s'agit de Mgr Samuel Ruiz Garcia, évêque titulaire de San Cristóbal de Las Casas et sur le territoire duquel se trouve Chenalhó (NdT).

déjà ramassées, pour vivre dans la faim parce que, comme je l'ai dit tout à l'heure, les paramilitaires les retiennent et ne les laissent pas sortir pour travailler la terre, chercher leur nourriture ou soigner leurs malades.

Il y a deux semaines, don Samuel¹ et moi-même avons accompagné le nonce au cours d'une visite pastorale dans la zone nord du Chiapas et nous avons rencontré des gens qui furent ou qui sont encore déplacés. Je me suis assuré, de mes propres yeux, des conditions misérables dans lesquelles ils vivent : les enfants et les adultes sont intégralement atteints de dénutrition, couverts de boutons et ont le teint et l'aspect de gens atteints de la tuberculose. Il y a des filles et des garçons qui ont perdu jusqu'à 20 kilos. Il ne faut pas oublier que l'attaque qui a provoqué le massacre à Acteal, le 22 décembre, de 21 femmes (dont 4 enceintes), de 15 enfants et 9 hommes et qui a gravement blessé 7 autres enfants et 2 jeunes, sans compter 16 autres personnes blessées moins gravement, a eu lieu contre des gens déplacés de Los Altos de Chiapas, qui avaient

déjà quitté leurs maisons pour échapper aux paramilitaires et s'étaient réfugiés dans les environs de ce village. Ces personnes jeûnaient depuis trois jours dans l'église d'Acteal et priaient pour qu'une solution soit trouvée au problème de leurs communautés. Lorsque les paramilitaires sont entrés par la porte, leur tirant dessus par derrière, ils étaient agenouillés, priant le visage tourné vers l'autel.

Ainsi, la version que l'on a essayé de donner, selon laquelle l'attaque était due à des problèmes entre familles, version diffusée par les autorités mexicaines, est totalement fautive, car cette attaque fait partie d'une stratégie d'extermination (menée à bien par des massacres et par la faim), semblable à celle qui eut lieu contre les indigènes et les paysans du Guatemala. Un Indien mort vaut mieux qu'un Indien vivant.

Pour créer les conditions nécessaires à la reprise du dialogue de paix, il faudrait avant tout mettre un frein aux

2. Cf. DIAL D 2090 (NdT).

Vivez chaque jour à l'heure latino-américaine

Agenda latino-américain 1998

*Le succès remporté
par l'agenda latino-américain
dans de nombreux pays
témoigne de la place importante qu'il occupe
dans le monde de la solidarité,
ainsi que du soutien indéfectible
de tous ceux et celles qui l'ont adopté.*

174 pages, format 21x17,5, couverture couleur

Passez votre commande à DIAL

Un exemplaire : 80 F + frais de port

Frais de port : 1 exemplaire : 16 F

2 ou 3 exemplaires : 21 F

4 ou 5 exemplaires : 28 F



Dial est l'unique distributeur en France de
l'Agenda latino-américain 1998

actions des groupes paramilitaires, qui agissent impunément depuis quelque temps : d'abord à Bachajón², où ils existent depuis plus de dix ans, ensuite dans les communes de la zone nord de l'État : Tila, Tumbalá et Salto de Agua où ils agissent depuis plus de deux ans et, depuis le mois de mai de cette année, dans la commune de Chenalhó, lieu des faits sanglants du 22 décembre.

L'action de ces groupes a été systématique et bien organisée, avec des tactiques qui se répètent et qui manifestent l'existence d'un plan stratégique : depuis la zone nord de l'État, ils ont commencé à expulser de leurs lieux les communautés indigènes chol, brûlant leurs maisons, mettant à sac leurs biens, volant leurs grains et leurs récoltes, se postant sur les chemins pour que les habitants des zones ne puissent pas sortir semer leurs champs, etc., etc. Maintenant ils sont à Los Altos de Chiapas et l'attaque de Chenalhó a eu lieu au moment où la récolte devait commencer. Ils ont détruit ainsi la coopérative de production de café alors qu'il existait des engagements pour l'exportation de la récolte cette année. Ainsi, ceux qui ne tombent pas sous les balles devront mourir de faim.

Puisque les dialogues de San

Andrés³, ou dialogue de la paix, avaient pour objectif de résoudre les problèmes sociaux qui ont provoqué le soulèvement de janvier 1994, il est nécessaire de reprendre ce dialogue, avec des faits et des signes très clairs, ouvrant un chemin qui conduise à la remise en ordre du Chiapas de telle sorte que la justice y existe pour tous. Cela signifie qu'il faut mettre fin immédiatement aux méthodes qui ont été appliquées jusqu'à présent de façon si cruelle par l'intermédiaire des groupes paramilitaires qui ont conduit à l'affrontement entre frères.

La décomposition morale effrayante qui a provoqué tout cela conduit à la ruine tous les indigènes, sans aucune exception : ceux qui n'appartiennent à aucun parti ou groupe, les sympathisants des zapatistes, ceux qui se réclament du PRI, de Cárdenas, du PRD⁴ et ceux qui sont dans les groupes paramilitaires. Simplement, cette guerre détruit tout ce que les indigènes avaient pu faire en matière d'organisa-

3. Les accords de San Andrés sont ceux qui ont été signés en février 1996 entre l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et le gouvernement fédéral mexicain sur "Droits et culture indigène" (cf. la traduction intégrale de ces accords dans DIAL D 2074, D 2076, D 2080, D 2081, D 2082). D'autres chantiers restent en friche, notamment celui sur la démocratie, car les discussions ont été suspendues

tion sociale, économique, politique et religieuse, et qui avait signifié un changement très positif pour faire progresser ces peuples. C'est pourquoi j'affirme que ceux qui jusqu'à présent, dans le but de sauvegarder leurs intérêts, ont exercé le contrôle économique et politique sur l'État, jouissant de toutes les ressources dont celui-ci dispose et qui savent qu'ils seront affectés par le changement encouragé par les peuples indigènes à travers leurs valeurs culturelles, ce sont eux qui mènent aujourd'hui cette sale guerre, qui conduit à un affrontement interne.

Mgr Raúl Vera López

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL

4. Le PRD est le parti de la révolution démocratique (gauche) ; Cárdenas, chef de file du PRD, est le nouveau maire de Mexico suite aux élections qui ont eu lieu en août 1997 (NdT).